

BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 14 – du 3 avril au 9 avril 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : ISRAËL - PERFORMANCE EN TROMPE L'ŒIL DU CAPITAL RISQUE TECHNOLOGIQUE

L'écosystème technologique israélien affiche au premier trimestre 2026 des indicateurs de financement en progression. D'après des données préliminaires publiées par IVC et LeumiTech, les startups technologiques israéliennes ont levé 3,1 Mds USD, soit une progression de 34 % en glissement annuel. Le volume des transactions est toutefois demeuré stable (98 tours de table), ce qui reflète une augmentation de la taille moyenne des opérations. Le décile supérieur des deals représente en outre 51 % du capital total alloué, traduisant une polarisation des flux vers un nombre restreint d'acteurs, au développement déjà avancé. Les investisseurs étrangers demeurent majoritaires avec 65,9 % des flux mais une progression graduelle de la part des fonds locaux dans les tours précoces est observable. À noter enfin que les levées de mars (i.e. intégralement dans le contexte de la guerre) ont atteint 1,2 Md USD, semblant confirmer la confiance des investisseurs en dépit de l'environnement géopolitique et sécuritaire dégradé.

La structure sectorielle des allocations reflète une prime aux segments à forte visibilité internationale. La cybersécurité capte 40 % des montants levés, portée par plusieurs opérations significatives, tandis que l'IA générative représente 16 % des flux, en ligne avec la moyenne d'environ 20 % observée depuis 2023. À l'inverse, le segment DefenseTech enregistre une contraction marquée de sa part relative, passant de 8 % en 2025 à moins de 1 % au premier trimestre 2026. Cette réallocation sectorielle suggère un repositionnement des préférences des investisseurs vers des segments à débouchés commerciaux globaux et à moindre exposition géopolitique.

La dynamique des stades de financement révèle un déséquilibre structurel au détriment des entreprises en phase de croissance. Les investissements aux stades précoces (du Pre-Seed à la Série A) ont progressé de 164 % depuis fin 2023 pour atteindre 1,3 Md USD, représentant plus de 42 % du capital total levé. En parallèle, les tours intermédiaires de type Séries B et C se contractent à 29 % des financements totaux, ce qui pourrait limiter la capacité de l'écosystème à développer des entreprises matures.

Si ces données agrégées du trimestre semblent témoigner d'une résilience du secteur malgré un contexte de guerre, plusieurs facteurs invitent à nuancer cette lecture. Une part significative des montants comptabilisés au premier trimestre 2026 correspond à des décisions d'investissement antérieures à la période de référence, le délai entre la clôture d'une opération et sa divulgation publique pouvant s'étendre de plusieurs semaines à plusieurs mois. Par ailleurs, la saisonnalité joue un rôle non négligeable : la concentration d'annonces en début d'année coïncide traditionnellement avec la RSA Conférence, vitrine stratégique pour les levées de fonds en cybersécurité. Enfin, une enquête de l'Autorité de l'Innovation conduite en mars 2026 documente l'impact réel de la guerre sur les processus de financement : 71 % des entreprises technologiques israéliennes déclarent que la situation sécuritaire a affecté leur capacité à lever des capitaux, se traduisant par des retards de processus pour 37 % d'entre elles, des reports de décisions d'investissement pour 23 %, et des annulations de procédures pour 11 %. Ces perturbations sont plus prononcées pour les entreprises situées dans les régions Nord et Sud du pays, ainsi que pour les structures de moins de 50 salariés.

LE CHIFFRE À RETENIR

3,1 Mds \$

LEVÉES DE FONDS DE LA
TECH AU 1^{ER} TRIMESTRE 2026

Service Économique de Tel Aviv

ÉGYPTE

1. MAINTIEN DES TAUX DIRECTEURS EN MARS POUR LE DEUXIÈME MOIS CONSÉCUTIF

Le 2 avril, le [Comité de politique monétaire](#) de la Banque centrale d'Égypte (BCE) a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés. Le taux de dépôt au jour le jour a ainsi été maintenu à 19 %, le taux de prêt à 20 % et le taux des opérations principales à 19,5 %. Cette décision intervient dans le contexte des tensions régionales qui pourraient peser sur l'inflation, et ce alors que l'inflation mensuelle a déjà enregistré un léger rebond en février 2026 à 13,4 % (contre 11,9 % en janvier), sous l'effet combiné de facteurs saisonniers. En parallèle, selon les estimations de la BCE, la croissance économique devrait ralentir à 4,9 % en 2025/26 (contre 5,1 % anticipé précédemment). Si le ralentissement de l'activité devrait limiter les pressions inflationnistes à court terme, les risques restent orientés à la hausse, notamment en raison de la dépréciation de la livre égyptienne (autour de 53-54 EGP/USD début avril). Dans ce contexte, la BCE privilégie une approche attentiste, afin d'ancrer les anticipations d'inflation et de préserver une orientation monétaire restrictive, tout en se réservant la possibilité d'ajuster ses instruments en fonction de l'évolution des conditions économiques.

2. LÉGER REPLI DE L'INDICE PMI EN MARS

L'[indice des directeurs d'achat \(PMI\)](#) a été ramené de 48,9 en février à 48 en mars 2026, signalant une contraction de l'activité du secteur privé non pétrolier. L'enquête souligne un ralentissement plus marqué de la demande, dans un contexte de tensions au Moyen-Orient, avec une baisse accentuée des nouvelles commandes et de la production, atteignant leurs niveaux les plus faibles depuis près de deux ans. La hausse des coûts des intrants, liée notamment à l'augmentation des prix de l'énergie et à l'appréciation du dollar, s'est intensifiée, conduisant les entreprises à relever leurs prix de vente au rythme le plus rapide depuis dix mois. Malgré une légère reprise des achats et une stabilisation de l'emploi, les anticipations des entreprises se sont dégradées, passant pour la première fois en territoire négatif, traduisant un regain d'incertitude quant aux perspectives d'activité à court terme.

3. HAUSSE ATTENDUE DE 25 % DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES EN 2026

Les autorités égyptiennes visent une hausse de 25% des [exportations alimentaires](#) en 2026, pour atteindre 14 Mds USD, après environ 11,9 Mds USD en 2025 (dont 4,96 Mds USD de produits agricoles frais et 6,89s Md USD de produits transformés). Cette stratégie s'accompagne de mesures visant à renforcer les chaînes d'approvisionnement intérieures, notamment *via* des incitations à la livraison de blé local et une revalorisation du prix d'achat public (2 500 EGP/tonne contre 2 350 EGP en 2025), afin de stimuler la production nationale et réduire la dépendance aux importations. Les capacités de stockage ont été renforcées en amont de la récolte, mobilisant silos publics, infrastructures de la Banque agricole et du secteur privé. Si l'Égypte affiche une autosuffisance en volaille et en œufs, un déficit persiste dans la viande rouge (écart d'environ 400 000 tonnes). Les exportations restent dominées par les agrumes (2 M t), les pommes de terre (1,3 M t) et certains produits transformés, illustrant le potentiel du secteur agroalimentaire comme levier de croissance externe.

4. SÉCURISATION DE L'APPROVISIONNEMENT GAZIER : REPRISE DES FLUX ISRAËLIENS, SOUTIEN AMÉRICAIN AU GNL ET DÉCOUVERTE MAJEURE SUR LA CÔTE MÉDITERRANÉENNE

Interrompus dès le déclenchement du conflit au Moyen-Orient pour des raisons de sécurité, les [flux](#) de gaz en provenance d'Israël *via* le gazoduc *East Mediterranean Gas* ont intégralement repris le 5 avril, retrouvant leur niveau d'avant-guerre, soit environ 1,1 bcf/j. Ces importations, à des conditions tarifaires relativement favorables, apportent un soutien au système énergétique égyptien, permettant de couvrir environ 16 % de la demande intérieure. Néanmoins, l'Égypte continue de recourir massivement aux importations de GNL afin de combler son déficit gazier structurel (2,5 à 3 bcf/j), avec notamment 20 cargaisons attendues en avril pour anticiper la hausse saisonnière de la demande. La Banque d'import-export des États-Unis (EXIM) a ainsi [approuvé](#) plus de 2 Mds USD de garanties de crédit pour soutenir les exportations de GNL américain vers le pays, facilitant la mise en œuvre de contrats d'approvisionnement, notamment avec Hartree Partners. Par ailleurs, Eni a [annoncé](#), le 7 avril, une découverte majeure de gaz et de condensats offshore (puits Deniz W1, concession

de Tamaris), estimée à environ 2 000 milliards de pieds cubes de gaz et 130 millions de barils de condensats. La proximité des infrastructures existantes et la qualité du réservoir laissent entrevoir un développement rapide et compétitif. Cette découverte pourrait contribuer, à moyen terme, au redressement de la production intérieure et au renforcement de la sécurité énergétique du pays. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large d'intensification de l'exploration, soutenue par un programme d'investissement de 2 Mds USD d'Eni d'ici 2026.

5. AJUSTEMENTS TARIFAIRES DE L'ÉLECTRICITÉ ET PERSPECTIVES DE HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

Le gouvernement égyptien a procédé à un nouvel [ajustement](#) des tarifs de l'électricité, effectif à partir d'avril 2026 (facturation en mai), dans le cadre de la poursuite de l'arrêt des subventions énergétiques, engagement pris dans le cadre du programme FMI. Afin de protéger les ménages modestes, l'augmentation à destination des particuliers, comprise entre 16 % et 28 %, s'applique uniquement aux consommateurs dépassant 1 000 MWh. Par ailleurs, les autorités ont également annoncé une hausse pour les secteurs commerciaux et industriels d'une ampleur nettement plus marquée (de 20 % à 91 %). Ces mesures interviennent dans un contexte de tensions accrues sur le système énergétique, marqué par la hausse des coûts de production, la volatilité des approvisionnements en gaz et des contraintes budgétaires croissantes. Elles s'inscrivent dans une dynamique plus large de rééquilibrage macroéconomique, alors que Goldman Sachs [anticipe](#) une nouvelle hausse des prix des carburants d'ici octobre 2026, sous l'effet du renchérissement des cours mondiaux du pétrole.

IRAK

1. CHUTE DE 70 % DES RECETTES D'EXPORTATION DE PÉTROLE AU COURS DU MOIS DE MARS

La compagnie publique irakienne SOMO, en charge de la commercialisation et des exportations de pétrole a indiqué que l'Irak avait exporté 18 millions de barils en mars, pour près de 2 Mds USD de revenus. En février, les exportations de pétrole avaient atteint près de 100 millions de barils, dont 5,5 millions de barils exportés depuis la région autonome du Kurdistan, pour un

montant total de 6,8 Mds USD. Les recettes d'exportations ont ainsi chuté de 70 %, l'effet prix favorable compte tenu de la forte hausse du cours du baril ayant très partiellement compensé une chute en volume des exportations de 82 %. Avant l'annonce du cessez-le-feu, le ministre irakien des Affaires étrangères a déclaré le 6 avril que l'Irak avait obtenu des autorités iraniennes un droit de passage du détroit d'Ormuz pour les pétroliers transportant du pétrole irakien.

2. BAISSÉ DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ (-3,5 GW) EN MARS

Selon le ministère de l'Électricité irakien, la forte baisse de livraisons de gaz en provenance d'Iran au mois de mars s'est traduite par une diminution de 3,5 GW de la génération d'électricité. Les importations de gaz iranien ont diminué de 19 millions de mètres cubes à 5 millions de mètres cubes. En moyenne mensuelle, la production d'électricité a atteint 14 GW. En période de pointe estivale, la production atteint 28 GW, très déficitaire par rapport à une demande de plus de 50 GW.

3. RÉOUVERTURE DE L'ESPACE AÉRIEN IRAKIEN

Le président de l'Autorité de l'aviation civile irakienne (*Iraqi Civil Aviation Authority*, ICAA), a annoncé le 8 avril la réouverture de l'espace aérien irakien après la mise en œuvre du cessez-le-feu. Cette réouverture porte sur les survols du territoire et sur l'activité commerciale de l'ensemble des aéroports du pays. La réouverture de l'espace aérien ne se traduira pas par une reprise immédiate des vols à destination de l'Irak. Avant le conflit, l'Irak était un couloir aérien très emprunté avec environ 600 survols chaque jour, pour la grande majorité par des compagnies aériennes des pays du Golfe pour les vols à destination ou en provenance de pays d'Europe et d'Amérique du nord. Chaque survol représentait une taxe moyenne pour l'aviation civile irakienne de 450 USD, soit des revenus totaux de 270 000 USD/jour. Ainsi, pour le mois de mars, la fermeture de l'espace aérien aura représenté une perte de revenus de près de 8,4 M USD pour l'aviation civile irakienne. *Iraqi Airways* a par ailleurs annoncé la reprise de ses vols domestiques et internationaux à partir du 10 avril.

IRAN

1. FRAPPES SUR L'INDUSTRIE PÉTROCHIMIQUE

La zone économique spéciale pétrochimique de Mahshahr, cœur de l'industrie pétrochimique iranienne a été lourdement frappée hier matin par l'aviation israélienne. Ce complexe abrite 21 unités de production d'une capacité totale de **25,8 millions de tonnes par an, soit environ 27 % de la production nationale**. Les attaques ont touché les usines Fajr 1 et 2, Amir Kabir, Rijal et Bou Ali. Cette zone héberge quelques-uns des principaux fleurons de l'industrie pétrochimique iranienne, tels Bandar Imam (capacité de 6,5 millions de tonnes), Marun (4,6 millions de tonnes) et Arvand (2,8 millions de tonnes). Les destructions occasionnées auront un impact majeur sur les exportations non pétrolières du pays et ses rentrées de devises. Elles entraînent également une sévère pollution environnementale (pluies toxiques, contamination des sols et des eaux) qui pourrait affecter l'agriculture à long terme.

2. PROJET DE TAXATION POUR LE PASSAGE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Après avoir évoqué un droit de passage de 20 M USD par navire, la République islamique d'Iran souhaite apparemment mettre en place une politique de taxation reposant sur un prélèvement d'**1 USD par baril franchissant le détroit**, par lequel transite un cinquième de la consommation mondiale de pétrole, soit environ 20 millions de barils par jour. Les armateurs seraient contraints de s'acquitter de ces droits en yuans et en cryptomonnaies, de manière à contourner les sanctions américaines. Approchées par Téhéran, les autorités omanaises ont confirmé qu'elles n'entendaient pas participer à ce projet.

3. MOUVEMENTS DES CRYPTOMONNAIES SUR LES MARCHÉS

L'annonce du cessez-le-feu a provoqué des mouvements contrastés sur le **marché des cryptomonnaies en Iran**. Le Tether (USDT), valeur refuge et proxy du dollar américain sur le marché numérique iranien, a subi une chute brutale de 4,29 % (soit une baisse d'environ 140 000 Rials iraniens), s'établissant entre 1 512 100 et 1 524 190 Rials. À l'inverse, le Bitcoin a profité de l'apaisement relatif des tensions pour enregistrer une hausse de 4,71 %, dépassant la barre des 71 794 à 72 000 dollars. Enfin,

l'Ethereum a reculé de 6,52 % pour s'établir à 2 241 dollars.

ISRAËL

1. ELBIT SYSTEMS REMPORTE UN CONTRAT DE 650 M€ POUR LE SYSTÈME PULS EN GRÈCE

La société israélienne d'électronique de défense *Elbit Systems Ltd.* a annoncé en début de semaine avoir remporté un contrat d'une valeur de 650 M d'euros pour la fourniture de systèmes de roquettes d'artillerie PULS (*Precise & Universal Launching System*) aux Forces armées grecques. Dans le cadre de ce contrat, Elbit agira en tant que maître d'œuvre et fournira des lanceurs PULS ainsi qu'un ensemble complet de munitions comprenant des roquettes d'entraînement, des roquettes de précision opérationnelles de différentes portées et des munitions de type « loitering ». Le contrat s'étendra sur quatre ans et comprendra une période supplémentaire de dix ans de soutien technique. Conformément à la politique du gouvernement grec, Elbit collaborera avec les industries grecques locales pour la production du système, notamment en matière de transfert de technologie et de partage de savoir-faire.

2. LA BANQUE CENTRALE MAINTIEN LE TAUX DIRECTEUR À 4 % DANS UN CLIMAT D'INCERTITUDE

Le Comité monétaire de la Banque d'Israël a maintenu fin mars le taux d'intérêt inchangé à 4 %, comme prévu. Après deux baisses consécutives de 0,25 % lors de ses deux précédentes réunions, en novembre et en janvier, la Banque centrale a gardé le taux directeur sur 4% en raison de la guerre et de l'incertitude géopolitique persistante, notamment la « hausse de l'inflation, principalement due à une augmentation marquée des prix mondiaux de l'énergie ». De plus, étant donné que la décision du Comité monétaire a été prise au lendemain de l'adoption du budget 2026 par la Knesset, le gouverneur de la Banque d'Israël a commenté sur la manière dont le budget a été élaboré et le non-respect du cadre budgétaire, en reconnaissant que son établissement « n'avait guère eu d'influence en la matière ».

3. HAUSSE DES PRIX DES CARBURANTS

Le prix du carburant d'octane 95 a augmenté de 8,5 % par rapport à la période d'avant la guerre en Iran.

Cette hausse des prix s'explique principalement par une augmentation d'environ 49 % du prix de l'essence dans la région du bassin méditerranéen, dans un contexte de hausse des cours mondiaux du pétrole suite à la guerre. En outre, une légère hausse d'environ 2 % du taux de change du carburant est intervenue. Le prix actuel (plafond administré) est établi à 8,05 ILS contre 7,02 ILS par litre.

4. CHUTE DES ACHATS EN LIGNE À L'ÉTRANGER

Selon une étude menée par *Shop Analytics*, qui suit les commandes en ligne des Israéliens, le nombre de commandes passées sur certains sites web israéliens a augmenté en moyenne d'environ 23 % sur la première quinzaine de mars, tandis que les commandes sur les principaux sites de commerce électronique internationaux avaient diminué d'environ 52 %. La baisse des commandes s'explique principalement par l'allongement des délais de livraison, dû à l'annulation des vols à destination de l'aéroport Ben Gourion et aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

JORDANIE

1. CROISSANCE DU PIB (+2,83 %) EN 2025

Selon le Département des statistiques (DoS), le PIB a augmenté de +3 % au quatrième trimestre (T4) 2025 par rapport au T4 2024. Le taux de croissance du PIB s'élève donc à +2,83 % pour l'ensemble de l'année 2025 et dépasse l'estimation de +2,7 % faite par le FMI lors de la quatrième revue du programme en cours, effectuée en décembre 2025. Le secteur agricole a atteint le taux de croissance le plus élevé au T4 2024 (+7 %, contribution à la croissance de 0,46 point de pourcentage – pp –) suivi par le secteur minier (+6,9 %, contribution de 0,24 pp) et le secteur manufacturier (+5,2 %, contribution de 0,87 pp).

2. HAUSSE DES IDE EN 2025

Selon la Banque centrale de Jordanie (BCJ), les investissements directs à l'étranger (IDE) vers la Jordanie se sont élevés à 1,4 Md JOD (2 Mds USD) en 2025, contre 1,1 Md JOD (1,6 Md USD) en 2024, soit une hausse de 25 % en glissement annuel (g.a.). En 2025, 61,3 % des IDE provenaient des pays arabes, dont 30,8 % des pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (GCC) en particulier de l'Arabie saoudite (16,1 % des IDE), des Émirats (5,3 %) et du Koweït (4,9 %). Les

pays européens représentaient 13,7 % des IDE, dont 9,6 % des pays de l'UE et 2,8 % du Royaume-Uni. L'Inde et la Chine auraient quant à elles respectivement fourni 1,6 % et 1,0 % des IDE en 2025.

3. REPRIS DES LIVRAISONS DE GAZ ISRAËLIEN

Les livraisons de gaz naturel par Israël depuis le champ gazier de Léviathan, à l'est de la Méditerranée, ont repris le 3 avril, après 33 jours d'interruption. Pour rappel, le gaz israélien représente environ 80 % de l'approvisionnement en gaz pour la production électrique du Royaume. Durant la période d'interruption des livraisons de gaz, les autorités avaient mis en place un plan d'urgence consistant à recourir au fuel lourd et diesel, et à suspendre les approvisionnements pour les usines reliées au réseau principal. Le coût supplémentaire avait été estimé à 3,5 à 4,2 M USD / jour pour l'opérateur public NEPCO. En parallèle, le gouvernement jordanien a relevé le plafond des facilités de crédit garanties pour NEPCO à 300 M USD (contre 200 M USD auparavant).

4. INJECTION DE LIQUIDITÉ DE LA BANQUE CENTRALE

La BCJ a injecté 760 M JOD/1,1 Md USD pour soutenir la liquidité dans l'économie face aux tensions régionales. D'un côté, la BCJ a libéré 300 M JOD/423 M USD en réduisant les ratios de réserves obligatoires pour les dépôts (de 7 à 5 % pour banques commerciales et 6 à 4 % pour les banques islamiques). De l'autre côté, 400 M JOD/ 564 M USD ont été débloqués via une réduction progressive des stocks de certificats de dépôts depuis le début de la guerre. Enfin, la BCJ a décidé d'allouer 60 M JOD/84 M USD de financements concessionnels aux banques, destinés aux importateurs de produits alimentaires de première nécessité.

LIBAN

1. AUGMENTATION DES PRIX DES GÉNÉRATEURS D'ÉLECTRICITÉ

Le ministère de l'Énergie et de l'Eau a fixé le tarif des générateurs pour les factures du mois de mars à 40 580 LBP par kWh (soit environ 0,4 EUR), et 44 638 LBP par kWh dans les zones rurales ou situées au-delà de 700 m.

Cette augmentation de 34 % en un mois, s'explique par la forte hausse des prix du mazout (+76 % entre les mois de février et mars), utilisé par les générateurs, qui

restent une source essentielle d'approvisionnement en électricité en complément de la compagnie nationale Électricité du Liban (EDL), dont la production se limite à 6 à 8 heures par jour.

À la consommation mensuelle s'ajoute une part fixe, en fonction de l'ampérage souscrit : 385 000 LBP pour 5 A puis 300 000 LBP pour chaque tranche supplémentaire de 5 A.

Le tarif de l'électricité publique fournie par EDL est en revanche identique depuis 2022 : 0,1 USD par KWh pour les 100 premiers KWh et 0,27 par KWh au-delà.

PALESTINE

1. BANK OF PALESTINE RENFORCE SA CROISSANCE EN 2026

La *Bank of Palestine* a tenu son Assemblée Générale le 8 avril 2026, confirmant la solidité de sa trajectoire financière et stratégique. Les actionnaires ont approuvé la distribution de 21,5 M USD de dividendes au titre de 2025, soit 8 % du capital, ainsi que l'élection d'un nouveau conseil d'administration.

En 2025, la banque a enregistré des revenus de 389,5 M USD et un bénéfice net de 57 millions, marquant un redressement significatif après les pertes de 2024. Ses actifs ont atteint 10,65 Mds USD, avec des fonds propres de 670,8 M.

Acteur dominant du secteur bancaire palestinien, la banque détient plus d'un tiers du marché des dépôts et crédits. Elle bénéficie également du soutien d'investisseurs internationaux, dont Proparco, pour un investissement proche de 20 M de dollars.

La banque poursuit par ailleurs sa stratégie d'expansion régionale, notamment vers Abu Dhabi, tout en renforçant ses services digitaux et son soutien aux PME.

2. DÉPENSES DE SANTÉ EN PALESTINE

Selon le rapport publié par le Bureau central palestinien des statistiques (PCBS) à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, les dépenses de santé en Palestine ont atteint 1,79 Md USD en 2024, représentant 11,2 % du produit intérieur brut. Le rapport souligne également que la dépense moyenne par habitant s'élève à 351,7 dollars par an, ce qui reflète le poids croissant du secteur de la santé dans l'économie nationale.

La structure de financement met en évidence une contribution du secteur public à hauteur de 41,7 % du total des dépenses, tandis que les ménages prennent en charge 44,9 %, constituant ainsi la principale source de financement. Cette répartition indique une dépendance importante aux paiements directs des familles pour accéder aux soins.

Ces données illustrent les défis structurels du système de santé palestinien, notamment la pression financière sur les ménages et la nécessité de renforcer les mécanismes de protection sociale afin d'améliorer l'accès équitable aux services de santé.

3. LE SECTEUR BANCAIRE, PILIER DE STABILITÉ ÉCONOMIQUE

Les données publiées par l'Association des banques en Palestine pour fin 2025 révèlent un renforcement notable de la profondeur financière, confirmant le rôle central du système bancaire dans la stabilité économique. La *Bank of Palestine* s'inscrit au cœur de cette dynamique en tant qu'acteur dominant du secteur.

Selon ces chiffres, les actifs bancaires représentent 155 % du PIB, soit plus de 26 Mds USD, contre un PIB estimé à 17,16 Mds USD. Les dépôts atteignent 127 % du PIB, traduisant une forte confiance du public dans le système bancaire et une concentration élevée de liquidités.

En parallèle, les crédits accordés représentent 67 % du PIB, ce qui indique un rôle actif mais prudent dans le financement de l'économie.

Le secteur bancaire palestinien compte 13 établissements, dont 7 locaux et 6 étrangers, ce qui consolide un écosystème financier robuste malgré les contraintes économiques et politiques.

SYRIE

1. ANNONCES CONCERNANT LES BUDGETS 2025 ET 2026

À la suite des annonces du président A. al-Charaa de fin mars, le ministre des Finances a publié plusieurs indications sur les chiffres des finances publiques syriennes. En 2025, les dépenses publiques se sont ainsi élevées à 379,2 Mds de livres syriennes (SYP), soit 3,4 Mds USD, et les recettes à 384,2 Mds SYP (env. 3,5 Mds USD), soit un excédent d'environ 5 Mds SYP (env. 50 M USD). Le budget pour l'année 2026 prévoit des

dépenses publiques en hausse significative, représentant le triple de celles de 2025, à 10,5 Mds USD. Toutefois, les recettes sont plus faibles, à environ 8,7 Mds, dont un tiers provient des revenus pétroliers et gaziers. Aucune explication n'a été donnée sur les moyens de combler le différentiel.

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE RELATIF À L'ATTRIBUTION DES CERTIFICATIONS ISO

Par décision n° 2784, le ministère syrien de l'Économie et de l'Industrie a institué un nouveau cadre réglementaire pour les organismes délivrant des certifications ISO en Syrie. Ce texte fixe des exigences obligatoires en matière d'enregistrement, de fonctionnement, de contrôle et de sanctions. Il vise à

aligner les pratiques nationales sur la norme internationale ISO/IEC 17021-1 et à renforcer la crédibilité des organismes économiques dans le pays. Dans le détail, l'enregistrement est soumis à l'approbation de l'Organisme arabe syrien de normalisation et de métrologie (SASMO), relevant du ministère. Les entreprises doivent répondre à un certain nombre de critères juridiques ou administratifs. L'agrément obtenu est valable deux ans, et renouvelable. En cas de manquement, des sanctions progressives sont prévues : suspension, retrait d'agrément, interdiction définitive d'exercer, poursuites judiciaires et inscription sur liste noire officielle de SASMO.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr